



DECLARATION DU CRD-MK DU 10 MAI 2015

TOGO : DE LA NECESSITÉ DE LUTTER POUR LE BIEN-ÊTRE EXCLUSIF DU PEUPLE !

La mascarade électorale du 25 avril 2015 n'a ni failli dans sa conception ni dans sa conclusion, portant encore Faure GNASSINGBÉ¹ au pouvoir pour les cinq prochaines années. Cette victoire sans surprise de Faure GNASSINGBÉ, consacre l'échec d'une certaine forme d'opposition politique au TOGO, et en appelle à un droit d'inventaire sans complaisance dans une véritable approche systémique de la longue crise sociopolitique togolaise.

La structure actuelle de l'opposition ainsi que l'approche politique qui la sous-tend remontent au soulèvement populaire du 05 octobre 1990. Cette forme d'opposition politique est indubitablement à la croisée des chemins. Une véritable autocritique s'impose après ce énième échec face à un pouvoir établi depuis plus de cinquante ans et responsable des principaux maux et désastres du peuple.

¹ Faure GNASSINGBÉ est Président de la République Togolaise, réélu selon les résultats validés par La Cour Constitutionnelle du Togo pour 5 ans après l'élection présidentielle du 25 avril 2015.

Le CRD-TOGO et le MOUVEMENT KEKELI² pensent qu'il est plus que temps pour toute l'opposition de faire à présent un bilan des stratégies et des actions menées. Il importe donc de revisiter les différentes façons d'appréhender la lutte politique pour un changement véritable du mode de gouvernance politique, économique et social au Togo, de bousculer les certitudes et de faire un saut qualitatif, courageux et républicain vers une autre façon de faire la politique pour le seul intérêt du Peuple togolais.

Le CRD-TOGO et le MOUVEMENT KEKELI n'étant que des mouvements politiques citoyens non-partisans, il appartient en dernier ressort aux partis politiques d'apprécier leur démarche essentiellement citoyenne centrée République, fondée rien que sur le bien-être du Peuple togolais.

Les enjeux géopolitiques et géostratégiques mondiaux actuels auxquels est confronté le Togo commandent davantage de hauteur et de sagesse pour espérer un sauvetage de notre pays de son naufrage actuel. C'est pour cette raison que l'opposition ne devrait pas laisser le RPT-UNIR³ gouverner seul les cinq prochaines années au risque de sombrer le navire Togo et de refiler la facture du désastre à la diaspora, véritable ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale ! L'opposition en toutes ses composantes doit pouvoir assumer pleinement ses erreurs. Car, elle est également comptable de l'état actuel de la Nation au même titre que le pouvoir en place, comme l'illustre le dernier processus électoral totalement verrouillé qu'elle n'a pas su à l'unisson déjouer et dont l'issue était connue d'avance !

A présent, ceux qui ont appelé au boycott ou à l'arrêt du processus électoral doivent avec recul rentrer dans une dynamique post-électorale nécessitant une sortie de crise concertée au Togo.

Le CRD-TOGO et le MOUVEMENT KEKELI, conscients de la lassitude et de la démobilisation des populations sur le territoire national, et forts de leurs

² Collectif de résurgence de la Diaspora (CRD) et Mouvement Kekeli sont des mouvements citoyens.

³ Rassemblement du peuple togolais (RPT) est l'ancien parti unique au Togo jusqu'à l'ère du multipartisme en 1990. Ce parti est parvenu à conserver le pouvoir jusqu'en 2012 où il est dissous et remplacé par l'Union pour la République (UNIR) qui a repris la suite du système RPT.

engagements résolus aux côtés du souverain peuple, pensent que l'heure n'est plus à des invectives ni à des culpabilisations vaines, mais à une véritable et rigoureuse réorientation stratégique et tactique de l'action politique de l'opposition.

Ayant la ferme conviction qu'une nouvelle façon de faire la politique intégrant les points de vue géocentrique et héliocentrique est nécessaire et souscrivant entièrement à l'émergence d'une nouvelle classe politique, le CRD-TOGO et le MOUVEMENT KEKELI présentent en sept points des constats et des approches de solutions pouvant aider à décriper les tensions politiques pour le retour de la confiance, prérequis d'une gouvernance politique et socio-économique vertueuse de la République en vue de l'avènement du Togo « Or de l'Humanité ».

UNE SORTIE DE CRISE EN SEPT ÉTAPES

1- UNE OPPOSITION FONDÉE SUR LE RESPECT DES DIFFÉRENCES

La nature hideuse et scélérate du pouvoir RPT-UNIR a toujours déterminé l'agenda politique de l'opposition originelle. Celle-ci s'est essentiellement bâtie sur le rejet du système RPT-UNIR qui exerce le pouvoir d'État, sans définir concrètement une véritable stratégie de conquête du pouvoir. Ainsi, pendant longtemps tous ceux qui collaborent avec le pouvoir sont à tort voués aux gémonies. Inversement, ceux qui pourfendent le régime sans pourtant rien proposer de concret ou lui servent de béquilles stratégiques sont adulés. L'opposition a toujours excellé dans l'organisation d'une forme d'hystérie collective stérile à la veille de chaque joute électorale avec des discours populistes qui servent précairement l'appétit d'un électorat acquis à ce corpus idéologique. Le retour à la réalité après les processus électoraux a toujours été de façon récurrente une déception pour le peuple. Mais cette méthode a la vie dure et a tenu pendant 25 ans, sans une véritable et courageuse remise en cause. Une certitude populaire s'est d'ailleurs construite autour de ce paradigme, trucidant tour à tour des personnalités de premiers plans qui auraient pu jouer un rôle décisif dans le démantèlement du système RPT, aujourd'hui UNIR. Ces acteurs politiques ont été successivement considérés à tort ou à raison comme des fossoyeurs de la lutte pour une nouvelle ère politique au Togo.

La démocratie est par essence inclusive et respectueuse des différences. Elle ne peut se construire sur le rejet de quelque force politique, diabolique fût-elle. La diabolisation à outrance du RPT a certes bien fonctionné dans les années 1990 à cause du ras-le-bol général né de l'étouffement des libertés publiques lors du pouvoir sans partage de Gnassingbé Eyadema.

Plus de deux décennies plus tard, le contexte international et les enjeux géopolitiques et géostratégiques mondiaux ont considérablement changé avec subséquemment les paradigmes d'antan, entraînant un autre positionnement de la communauté internationale qui en raison de son propre agenda a prêté jusqu'à récemment une écoute attentive à l'opposition togolaise qui hélas n'a pas su optimiser cet atout circonstanciel.

Aujourd'hui, il est illusoire et anti-démocratique de croire que tous les militants du RPT-UNIR sont des traîtres de la Nation. De la même façon, il est inexact de laisser croire que seuls les partisans de l'opposition sont des dignes fils du Togo !

Le Togo a plus que jamais besoin de tous ses fils pour panser ses plaies, les guérir afin de reconstruire une nation forte, résolument engagée dans un processus démocratique irréversible à même de contribuer à l'aboutissement de sa tâche mission d' « Or de l'Humanité ».

C'est seulement dans l'unité et la confiance retrouvées que peut se construire un Togo de paix, de justice et de prospérité partagée pour tous, une Nation forte véritablement indépendante !

Jadis régime de la peur et de la terreur, le RPT-UNIR a connu une mue. Il allie aujourd'hui des réseaux d'influence, la ruse, la division beaucoup plus que la peur. Les Togolais sont très divisés et le dernier processus électoral en est une belle illustration. Ce qui rend nécessaire et impérieuse à présent la déconstruction des clichés issus de l'ouverture du Togo au multipartisme en 1990.

2- NECESSITÉ D'UNE DÉCONSTRUCTION DES PARADIGMES DU SOULÈVEMENT POPULAIRE DE 1990

Rien ne peut se construire dans la division et encore moins sans vision. Il est temps de sortir du manichéisme malsain tendant à diaboliser le pouvoir en place et angéliser les forces du changement afin d'œuvrer en responsabilité et véritablement pour un développement économique, social, culturel et politique du Togo ; seul véritable vecteur de progrès et catalyseur de notre véritable indépendance de même que celle de l'Afrique tout entière.

La réalité des faits montre que le RPT-UNIR ne peut pas être mauvais partout de même que l'opposition actuelle est loin d'être la panacée ! Il importe donc d'œuvrer dans un cadre strictement républicain à la décrispation politique en bonifiant les forces et faiblesses de la classe politique tout entière dans un ensemble voué exclusivement au service de la mise en place d'institutions républicaines vertueuses, du développement économique, de l'épanouissement et du bien-être de toutes les filles et de tous les fils du Togo tout entier !

On ne peut assurément pas changer le RPT-UNIR ! Mais on peut changer la manière de faire de l'opposition pour que le RPT-UNIR change afin qu'on puisse ensemble consacrer dans l'harmonie la véritable indépendance de la Matrice !

3- SORTIR DU REVANCHISME ET LAISSER L'HISTOIRE ET LES LOIS DE L'ÉQUILIBRE RÉPARER LES TORTS

Il est très important, avant toute chose, de s'incliner ici devant la mémoire de celles et ceux qui sont tombés depuis l'époque meurtrière des conquêtes coloniales jusqu'à l'indépendance, et lors des braves luttes de libération du joug de l'asservissement du système RPT-UNIR. On ne peut non plus manquer de traduire la sympathie et l'admiration dues à celles et ceux qui portent encore aujourd'hui dans leurs chairs, les stigmates de cette triste parenthèse de notre histoire commune !

Le revanchisme, c'est l'élargissement du sentiment de revanche individuelle à l'échelle d'un groupe de personnes. Dans ses objectifs, le revanchisme est par essence belliqueux en ce qu'il a pour effet de dresser un groupe d'individus contre

un autre. Il est clair que dans un tel schéma, la tension politique sera permanente et les règlements de comptes cycliques au gré des contextes politiques.

Justice doit être rendue pour les atrocités commises sans pour autant exclure une véritable prise de conscience du fait qu'individuellement et collectivement, tous ensemble, de par nos actes variés nous avons entretenu et aggravé l'état de détresse de notre pays !

La justice réparatrice n'appartient hélas pas qu'aux contemporains. Elle relève implacablement des lois de l'Équilibre et appartient aussi bien à l'histoire qui jugera sans complaisance. Des crimes imprescriptibles ont pu être commis. Les auteurs, s'ils peuvent encore s'abriter sous quelque régime d'impunité, n'échapperont guère aux lois de l'Équilibre !

La classe politique tout entière ne doit dès lors avoir que pour objectif la sécurité humaine (le bien-être du peuple), finalité première de l'action politique. Ce qui implique l'impérieuse nécessité d'une éducation citoyenne sur les lois de l'Équilibre et la mise de côté de tout revanchisme au profit de l'action strictement républicaine !

4- APPRENDRE À TRAVAILLER ENSEMBLE AVEC DES OPINIONS DIVERGENTES

Un gouvernement de compétences composé de toutes les tendances ne doit pas être une vue de l'esprit ou encore moins une naïve chimère incompatible avec les lignes politiques des uns et des autres ! Il doit pouvoir se faire dans l'intérêt supérieur de la Nation et pour le bonheur prioritaire des Togolais.

Le RPT-UNIR détient tous les leviers de l'appareil d'État, en plus de disposer de la majorité à l'assemblée nationale. Mais le pouvoir est contesté de toutes parts sur le plan social et n'est « officiellement » légitimé que par moins d'un cinquième (1/5) de la population totale du Togo.

La légitimité discriminative au regard du fort taux d'abstention (revu à la baisse à 39,01%) et l'ampleur de la fracture sociale imposent également au pouvoir l'humilité de composer avec toutes les forces politiques pour une décrispation sociale et un retour de la confiance au Togo. Par ailleurs, les enjeux géopolitiques et

géostratégiques mondiaux actuels n'autorisent guère d'amateurisme encore moins de repli identitaire voire idéologique dans la conduite des affaires de l'État au risque d'être désespérément à la traîne de l'humanité !

5- TRAVAILLER ENSEMBLE POUR LES RÉFORMES ET L'ALTERNANCE

Il est clair que Faure GNASSINGBÉ ne saurait rester éternellement au pouvoir nonobstant les prétentions affichées. Cependant ensemble, il est possible de le pousser à céder le pouvoir encore plus rapidement.

L'opposition n'a pas pu renverser l'ancien ordre faute de vision, de ressources économiques et surtout de stratégies pragmatiques de conquête du pouvoir. Dans ce contexte, une suspicion permanente a régné dans le rang des forces de l'opposition ; celles-ci s'accusant mutuellement de faire le jeu du pouvoir en place. C'est ainsi que les actions en faveur du renversement du régime établi n'ont pu jamais aboutir collectivement. L'ego et le pseudo-radicalisme sur fond de populisme des uns de même que la duplicité et les frustrations des autres, justifiés par la structure-même de l'opposition a grandement facilité la tâche au RPT-UNIR qui n'a pas manqué d'exploiter les divisions évidentes et manifestes des acteurs supposés du changement tout en faisant un usage abusif et excessif de tout l'appareil d'État, notamment l'armée, et en puisant dans les deniers publics. Ainsi, un système de fraude électorale arrimé à un véritable coup d'État permanent a permis au RPT-UNIR de conserver envers et contre tous le pouvoir d'État.

A ce tournant particulier de notre lutte collective et plurielle, l'opposition n'a aucun moyen de prise de pouvoir autre qu'un soulèvement populaire qu'elle aura de la peine à susciter en raison de ses divisions et autres turpitudes internes. L'opposition doit dès lors nécessairement exercer le pouvoir d'État en prenant la tête des préfectures et en travaillant fort pour remporter les élections locales à venir afin de défaire le système RPT-UNIR. Cela ne sera possible que si l'opposition accède au gouvernement et travaille arduement sur sa propre mue pour imposer une cadence de changement au RPT-UNIR avec le soutien populaire. Ensemble, mû par l'intérêt supérieur de la Nation, les réformes peuvent se faire dans la confiance et le respect. Ce qui implique la nécessité de trouver des solutions togolaises consensuelles à l'éprouvante impasse sociopolitique actuelle.

6- DE LA NECESSITÉ D'UN CONSENSUS RÉPUBLICAIN

Il s'agit d'un consensus républicain absolument inclusif. Aucune force politique ne saurait être laissée à la marge. Il faut donc aller au-delà des conciliabules visant à se construire un partenaire privilégié pour entrer au détriment des autres forces politiques. Ensemble, dans l'humilité et dans l'intérêt exclusif du Peuple togolais, le pouvoir et l'opposition doivent aller vers un consensus républicain devant déboucher sur la nomination d'un premier ministre issu des rangs de l'opposition pour une décrispation politique durable. Il est nécessaire de faire une pédagogie autour de ce consensus et l'expliquer pour une indispensable adhésion populaire.

Le consensus républicain doit présider la feuille de route de l'action gouvernementale et donner primat à la résolution du conflit social, aux réformes et à l'organisation dans les 18 mois à venir des élections locales par une CENI⁴ technique que politique en vue d'une gestion concertée et équilibrée des richesses nationales.

7- DE LA NECESSITÉ D'UNE RESTRUCTURATION DE L'OPPOSITION

Aucune excuse ne saurait justifier à présent un refus de bilan et de remise à plat au sein des forces de l'opposition comme ce fut le cas au lendemain des législatives du 25 juillet 2013.

Courageusement et fort du souci de faire la preuve d'intégrer le message des abstentionnistes aux derniers scrutins législatif et présidentiel, l'opposition dans toutes ses composantes devra se rassembler et définir sans complaisance la meilleure stratégie et tactique de réorientation de notre lutte collective et plurielle pour un Togo juste, réconcilié et prospère. A ce titre, la philosophie politique de la lutte d'opposition doit être repensée et prendre nécessairement en considération la dimension éminemment spirituelle de ce qui se joue dans notre pays !

Le renouvellement de la classe politique ne doit pas être tabou et place doit pouvoir être faite à de nouvelles figures compétentes et probes dans les différents états-

⁴ Commission électorale nationale indépendante (CENI) est jusqu'alors composée des partis politiques et des personnalités de la société civile.

majors politiques. La mise en place d'un véritable think tank et d'une Cellule diplomatique communs à toute l'opposition de même que des groupes de réflexion thématique sur la gestion vertueuse et harmonieuse de la République avec le concours de la diaspora doivent rapidement voir le jour pour donner une meilleure visibilité à notre lutte collective et plurielle pour un véritable changement au Togo.

La diaspora doit pouvoir après le cuisant échec de la dernière présidentielle tirer les conclusions qui s'imposent, et se restructurer autour d'un véritable pôle fédérateur citoyen à même de porter davantage sa voix en tant que partenaire de développement privilégié du Togo. Ce n'est qu'à ce titre que peuvent porter davantage ses différentes actions de lobbying à travers le monde. Par ailleurs, le débat sur les droits politiques de la diaspora doit nécessairement être conclu dans le cadre des réformes à entreprendre rapidement par le prochain gouvernement.

La sortie de la longue et éprouvante crise sociopolitique n'a jamais été aussi proche ! Pour peu que les acteurs de la tragi-comédie togolaise prennent la mesure des enjeux de même que celle de la souffrance et de la déshumanisation quotidiennes du Peuple togolais. L'ego, le mépris, le populisme, la duplicité et la haine doivent céder place à l'Amour pour qu'ensemble, résolument tournés vers l'avenir, nous puissions réécrire de nouvelles et glorieuses pages de l'histoire du Togo appelé à être l' « Or de l'Humanité ».

Les enjeux géopolitiques et géostratégiques mondiaux actuels nous commandent de ne plus gaspiller nos énergies. Car, plus que jamais, nous devons ressentir la nécessité de les mutualiser dans la défense avec dignité, des intérêts de nos populations où que ce soit. Ce n'est que seulement et rien qu'à ce prix que nous pouvons espérer une véritable indépendance du Togo et subséquemment de l'Afrique tout entière !

L'Éternel bénisse le TOGO et chacun de ses enfants !

Dr Edem Atsou Kwasi

Coordinateur général